

Le front de gauche lance sa campagne

jeudi 16 septembre 2010, par [POJOLAT Alain](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2010).

À la Fête de l'Humanité, les organisations constituant le Front de gauche ont présenté leur « programme partagé » en vue de 2012.

Avec 600 000 visiteurs, les organisateurs de la fête de l'Humanité peuvent se réjouir. Ce succès confirme que les acteurs du mouvement social et les militants de gauche dans leur diversité avaient fait le choix de se rendre à la Courneuve ce week-end. Et puis, ne boudons pas notre plaisir, ce fut pour les militants du NPA l'occasion de riches débats sur la situation politique et sur les différentes réponses à gauche à la crise globale du système capitaliste et aux stratégies en présence pour faire plier le gouvernement et Sarkozy dans sa volonté d'imposer une contre-réforme des retraites.

Mais cette fête restera surtout marquée par la présentation à l'Agora de l'Humanité du « programme partagé » des organisations du Front de gauche, PCF, PG et GU, en vue des prochaines élections présidentielles. Le NPA était poliment invité à assister à l'événement sans pour autant y intervenir. Mesurant l'ampleur de la crise sociale et politique que nous traversons et l'exigence exprimée dans la rue le 4 puis le 7 septembre contre le gouvernement, les porte-parole du Front de gauche affirmaient les uns après les autres et comme Pierre Laurent qu' « *on ne pouvait pas les laisser continuer pendant deux ans encore sous prétexte que l'échéance politique était en 2012* ». Invités pour l'occasion, les représentants de la Ligue des droits de l'homme, du Syndicat de la magistrature, de la fondation Copernic et de l'Appel des appels témoignaient de l'urgence sociale et de l'attente d'un débouché politique à la situation actuelle. Rapidement, le NPA étudiera les mesures du programme partagé afin de continuer le débat engagé avec le Front de gauche. Mais la question incontournable que ce document ne pose pas et que ses représentants esquivent dans les débats, est bien celle de l'unité avec le PS et plus spécialement de la fort probable constitution d'une nouvelle gauche plurielle.

Des questions éludées

Comment le Front de Gauche se situerait-il par rapport à une candidature d'un Dominique Strauss-Khan, actuel président du FMI, qui affame à coup de plans d'austérité la plupart des populations des pays touchés par la crise, y compris ceux gouvernés par les sociaux-démocrates comme en Grèce ou en Espagne ? Comment croire que le PS revenu au gouvernement annulerait la loi Woerth sur les retraites, alors qu'au début de l'été sa principale dirigeante ne défendait pas la retraite à 60 ans, et que son allié d'Europe Écologie, Daniel Cohn-Bendit, poignarde dans les médias cette revendication phare du mouvement social ?

La clarification s'impose mais elle ne doit pas être un obstacle à la mise en place d'un front de soutien aux luttes le plus large possible, y compris avec les militants socialistes qui partagent avec nous l'urgence de faire barrage aux mauvais coups qui pleuvent. Par ailleurs, dans son intervention au meeting sur le projet de contre-réforme des retraites, notre camarade Sandra Demarcq a tenu à réaffirmer la seule revendication susceptible d'unifier le mouvement social autour du mot d'ordre simple, précis et rassembleur : « Retrait pur et simple du projet ! »

Bien que chacun au Front de gauche s'en défende et récuse toute lutte des égos, la question de la

candidature à l'élection présidentielle de 2012 est déjà posée, du député PCF du Puy-de-Dôme André Chassaigne invoquant sa légitimité « d'élu de terrain » à Jean-Luc Mélenchon, leader du Parti de gauche et candidat permanent à la candidature, en passant par Pierre Laurent, secrétaire d'un PCF qui tient à garder sa place de pièce centrale de la coalition.

Les militants du NPA quant à eux n'entreront pas dans cette logique dépolitisante et restent concentrés sur la seule échéance décisive : faire gagner le mouvement social et se débarrasser au plus vite, par les mobilisations et par la rue, de ce président et de ce gouvernement qui mènent une politique raciste, liberticide et antisociale.

Alain Pojolat

P.-S.

* Paru dans Hebdo TEAN 69 (16/09/10).